

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

Created by PDFtiger
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Unregistered Version

DIRECTION DU BUDGET

Created by PDFtiger
PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
Unregistered Version

GESTION 1999

Created by PDFtiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

EXPOSE DES MOTIFS

GESTION 1999
Created by PDFTiger

Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen, rend compte de l'exécution de la loi n° 98-51 du 31 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année financière 1999, modifiée par la loi n° 99-80 du 05 juillet 1999, portant loi de finances rectificative pour ladite année, abrogeant et remplaçant les articles 1 à 5.

Le budget 1999 rectifié, était arrêté à la somme de **855 milliards** contre **809,4 milliards** pour 1998, il laisse apparaître une hausse globale de **45,6 milliards** en valeur absolue et de 5,63% en valeur relative par rapport à la loi de finances 1998 ; la rectification porte sur la prise en compte de **recettes** menues, de la seconde tranche de la privatisation de la Sonatel à hauteur de **60 milliards** (+ 20 milliards sur les dépenses de fonctionnement hors personnel de la loi de finances initiale 1999 et + 40 milliards sur les dépenses en capital de la même loi).

La loi de finances pour l'année 1999 participe de la volonté de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de développement axée sur la réalisation d'une croissance diversifiée, forte et durable et la réalisation de la viabilité financière interne et externe de l'Etat.

Cette stratégie s'est développée sur **les sept axes fondamentaux** suivants :

- ❑ consolidation de l'assainissement des finances publiques ;
- ❑ la réduction de la taille du secteur public et parapublic et la modernisation de l'administration publique ;
- ❑ l'accélération et l'approfondissement de la réforme des secteurs de l'énergie et des transports ;
- ❑ le développement du secteur privé ;
- ❑ le développement des ressources humaines et naturelles ;
- ❑ l'amélioration de la gestion des ressources naturelles ;
- ❑ le renforcement durable de la compétitivité de l'économie sénégalaise, à travers la poursuite de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses, en vue de contenir l'inflation.

Les opérations financières de l'Etat étaient arrêtées, selon la décomposition suivante, qui laisse apparaître un déficit budgétaire prévisible dont la couverture est faite par la mobilisation d'emprunt, soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur :

Created by PDFTiger
Unregistered Version

RESSOURCES		(en milliards)	CHARGES	
- Recettes ordinaires	550,100	dépenses ordinaires	315,600	
- Recettes extraordinaires	0,00	dépenses en capital	120,300	
- Ressources extér. affectées	230,600	dép. en capital affectées	230,600	
- Comptes spéc. du trésor	37,600	Comptes spéc. du trésor	188,500	
- déficit	56,700			
TOTAL		855,000	TOTAL	855,000

Les opérations dont le Trésor Public est comptable assignataire se montent à **624,4 milliards** de FCFA.

Le détail de ces ressources et charges se présente comme suit :

L. BUDGET GENERAL *(en milliards de francs)*

RESSOURCES		CHARGES	
□ Recettes ordinaires	550,100	dépenses ordinaires	315,600
□ Recettes extraordinaires	0	dépenses en capital	120,300
TOTAL (I)	550,100	TOTAL	435,900

L'exécution de la loi de finances, dans sa partie relative au budget général, s'est traduite par les résultats repris dans le tableau présenté ci-dessous :

(en milliards de francs)

RUBRIQUE	PREVISION	REALISATION	ECART	
			Valeur absolue	Valeur relative
BUDGET DE FONCTIONNEMENT				
Ressources	550,100	535,752	-14,348	-2,61%
Charges	315,600	309,264	-6,336	-2,01%
Résultat	-	226,488		
BUDGET D'EQUIPEMENT				
Ressources	0	0	0	0,00%
Charges	120,300	100,426	-19,874	-16,52%
Résultat		100,426	-19,874	-16,52%
TOTAUX GENERAUX				
Ressources	550,100	535,752	-14,348	-2,61%
Charges	435,900	409,691	-26,209	-19,20%
Résultat	114,200	126,061		

II. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :

□ Recettes C. spéc. Du Trésor	62,065	dépenses C spéc. du trésor du trésor	166,475
□ Solde des CST			-104,409

III TOTAL GENERAL (I-II) Recettes **597,81** Dépenses **576,165**

Solde Global **21,652**

Les résultats de l'exécution budgétaire se voient s'analyser à trois niveaux :

1. constatation des encaissements de recettes et des décaissements de dépenses,
2. situation des profits et pertes nés de l'exécution des comptes spéciaux du trésor et des comptes de trésorerie,
3. affectation des résultats au compte des découverts permanents du Trésor.

I. CONSTATATION DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES DECAISSEMENTS DE DEPENSES :**I.1 budget de fonctionnement :**

Le budget de fonctionnement a été exécuté, en recettes à la somme de **535,752 milliards** et en dépenses à la somme de **309,264 milliards** ; il laisse apparaître un excédent des recettes de **226,488 milliards** sur les dépenses.

I.1.1 Les recettes ordinaires :

La gestion 1999 bénéficie du plein effet des mesures de la restructuration du système fiscal dans la perspective de l'introduction du Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA à partir de l'an 2000 et de la réforme de la fiscalité pétrolière.

Les réalisations des recettes ordinaires se chiffrent à **535,752 milliards** et enregistrent une moins-value de **14,348 milliards**, par rapport aux prévisions **550,100 milliards**, équivalent à un pourcentage de **-2,61%**.

Toutefois, par rapport à l'exécution du budget 1998, on note un accroissement des recouvrements de recettes de **78,401 milliards**, en valeur absolue **soit 17,14%** en valeur relative. Par rapport aux prévisions, à l'exception des droits de douane, on note des moins-values qui traduisent un fléchissement des performances réalisées.

Seules les recettes non fiscales enregistrent des plus-values dans la quasi-totalité des postes.

L'analyse approfondie de ces résultats montre des évolutions différenciées selon les types de recettes budgétaires.

Les impôts directs se sont élevés à **109,304 milliards** sur une prévision de **109,200 milliards**, soit un taux d'exécution de **93,68%** qui s'explique essentiellement par les performances de l'impôt sur les sociétés. Par rapport à la gestion 1998, ces recettes ont connu une baisse de **3,607 milliards** soit un taux de croissance négatif de **-3,40%**, qui peut s'expliquer par la baisse de la fiscalité sur les salaires à partir de janvier 1999.

Le recouvrement des impôts indirects s'élèvent à **329,691 milliards** par rapport à une prévision de **339,800** ; soit un taux d'exécution de **97,02%**. A noter la bonne performance des droits de douane qui dégagent une plus-value de **18,131 milliards**, malgré l'anticipation des mesures du tarif extérieur commun.

Les droits d'enregistrement et de timbre observent une moins-value de **-1,3 milliard** par rapport aux prévisions, soit un taux d'exécution de **94,90%**. Par rapport à la gestion 1998, on note une progression en valeur absolue de **3,9 milliards** et 19,01% en valeur relative. Cette progression s'explique par le recouvrement des recettes provenant de la privatisation de la SENELEC.

Concernant les recettes non fiscales, à l'exception des contributions et participations, tous les postes de recettes ont dégagé une plus-value par rapport aux prévisions compte non tenu des recettes de privatisations SONATEL recouvrées grâce à la loi de finances rectificative.

Evolution des structures de recettes (En milliards de francs)

Nature de la recette	Réalisations 1997	Réalisations 1998	Prévisions 1999	Réalisations 1999	Ecart réalisations 1998/1999	Taux écart 1998/1999
Impôts directs	92,678	105,908	109,200	102,301	-3,607	-3,40%
Droits de douane	80,325	78,118	166,000	184,131	-3,869	-2,05%
TVA, TPS, TOB, TCI	98,468	122,694	173,860	145,560	22,864	18,64%
Dt enregist. Timbre	20,141	20,332	25,500	24,199	3,867	19,02 %
Recettes fiscales	308,877	326,932	471,560	356,191	19,257	4,41%
Revenu du domaine	15,321	14,155	73,400	76,032	61,877	435,14%
Recettes des services et produits divers	13,003	4,519	0,200	2,992	-1,527	-33,79%
Contr. et participation	0,678	1,441	2,000	0,535	-0,906	-62,87%
Recettes non fiscales	28,324	20,417	75,600	79,560	59,143	289,67%
Total des recettes ordinaires	427,131	457,351	550,100	535,752	78,401	17,14%

I.1.2 les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires ont été arrêtées, à la somme de **315,6 milliards** hors consolidation des subventions à la Caisse Autonome d'amortissement (**110,200 milliards**), au Budget National d'Equipeement (**120,3 milliards**), Garanties et Avals (**3,100 milliards**) et Fonds National Forestier (**0,7 milliards**) dans la loi de finances pour 1999.

Les dépenses du budget de fonctionnement ont été exécutées à l'auteur **309,264 milliards** de FCFA, soit **97,99%** des prévisions de 1999, en accroissement de **39,901 milliards** en valeur absolue et **14,81%** en valeur relative par rapport aux réalisations de la gestion précédente.

Ces dépenses se caractérisent par :

- ❑ une croissance de **2,3%** de la masse salariale qui passe de **162,997 milliards** en 1998 à **167,035 milliards** en 1999.
- ❑ Le ratio masse salariale/recettes fiscales reste sur une tendance de baisse en passant de **49,62%** en 1994, **37,74%** en 1997, **35,64%** en 1998 et à **35,8%** en 1999 ; le critère de **40%** de l'UEMOA est toujours respecté ;
- ❑ une hausse des autres dépenses courantes qui atteignent **142,229 milliards** en 1999 contre **110,88 milliards** en 1998 pour un budget de **138 milliards**. Les nouvelles dépenses induites par la loi de finances rectificative pour un montant de **20 milliards**.

Le présent tableau illustre la structure des dépenses.

Evolution et structure des dépenses (en milliards de francs)

Nature de la dépense	Réalisations 1997	Réalisations 1998	Prévisions 1999	Réalisations 1999	% dans réalisat.	Taux de réalisation
Personnel	161,453	162,997	170,000	167,035	54,01%	98,25%
Matériel	33,987	35,177	42,702	48,797	15,77%	96,25%
Entretien	3,910	5,328	5,417	5,935	1,91%	102,30 %
Transfert	42,903	36,811	48,511	49,198	15,90%	20,43%
Diverses	46,288	25,114	48,188	37,182	12,00%	88,96%
Spéciales	1,167	1,225	580	1,160	0,37%	100,00%
Total dépenses ordinaires	238,708	235,533	315,600	309,254	99,96%	97,99%

L'annexe II jointe au présent projet de loi de règlement présente la décomposition de la totalité des chapitres sur lesquels des disponibles et des dépassements sont constatés.

I.2 Budget d'équipement

I.2.1 Les recettes extraordinaires.

Il n'a pas été constaté, au cours de l'année 1999, d'encaissement de recettes extraordinaires.

L'annexe I, jointe au présent projet de loi de règlement, présente un état détaillé des recettes budgétaires..

Created by PDFtiger
Unregistered Version

I.2.2 Les dépenses extraordinaires

La subvention du budget de fonctionnement, comme dit plus haut, a permis de faire face aux dépenses en capital de la gestion courante.

Pour ne pas faire double emploi, il n'a pas été considéré, comme recettes nouvelles, les ressources internes dégagées pour le financement du Budget d'Investissement.

L'exécution des dépenses extraordinaires laisse apparaître, à la clôture de la gestion, un excédent des dépenses sur les recettes qui se résume comme suit :

□ Recettes encaissées	0,000 milliard de FCFA
□ Dépenses en capital réalisées	100,426 milliards de FCFA
□ Excédent des dépenses sur les recettes de	100,426 milliards de FCFA (ii)

La situation de l'exécution des dépenses en capital dont le Trésor Public est comptable assignataire est décrite dans l'annexe II du projet de loi de règlement.

I.3. Résultats généraux

L'ensemble de ces résultats peut être apprécié par comparaison avec ceux des dernières années selon les tableaux suivants :

Progression des Recettes et des Dépenses (en milliards de francs)

NOMENCLATURE	1995	1996	1997	1998	1999
Recettes	363,418	390,967	427,809	457,351	535,752
Montant					
Evolution sur année précédente en %	22,13%	7,58%	9,42%	6,91%	17,14%
Dépenses					
Montant	271,203	337,608	348,609	344,014	409,691
Evolution sur année précédente en %	-1,72%	24,49%	3,26%	-1,32%	15,33%

Couverture des dépenses par les recettes (en milliards de francs)

NOMENCLATURE	1995	1996	1997	1998	1999
Recettes totales	363,418	390,967	427,809	457,351	535,752
Dépenses					
Montant	271,203	337,608	348,609	344,014	409,691
Taux de couverture	134%	115,81%	122,72%	132,95%	130,77%

Unregistered Version

II. SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR ET DES COMPTES DE TRESORERIE :

II.1 Comptes spéciaux du Trésor :

Le projet de loi de règlement constate les pertes et profits sur ces comptes ; c'est pourquoi les articles 3 et 4 permettent de constater une perte nette de **98,706 milliards** de francs CFA, lors de l'exécution des comptes spéciaux du trésor, provenant essentiellement des comptes d'affectation spéciaux.

En dehors de la Caisse Autonome d'Amortissement et du Fonds National de Retraite pour lesquels la situation s'est dégradée, tous les comptes d'affectation spéciale ont enregistré des profits.

II. 2 Comptes de trésorerie :

Le projet de loi de règlement constate des pertes et profits sur ces comptes. Ses articles 5 et 6, permettent de constater une perte nette de **7,032 milliards** lors de l'exécution des comptes de trésorerie.

L'annexe III du présent projet de loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor et des comptes de trésorerie.

III. AFFECTATION DES RESULTATS :

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année qui se présente comme suit :

Le budget général :

un excédent de recettes sur les dépenses de **126,061 milliards** de FCFA (article 4 du projet de loi),

Les comptes spéciaux du Trésor :

- ❑ un profit de **0,465 milliards** de FCFA,
- ❑ une perte de **103,973 milliards** de FCFA,
- ❑ une perte nette de **98,706 milliards** de FCFA à imputer à l'année.

Les comptes de trésorerie :

- ❑ des profits de **0,283 milliard**
- ❑ des pertes de **7,316 milliards** de FCFA
- ❑ Soit une perte nette de **7,032 milliards**

En application de l'article 37, alinéa 3 de la n° 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux collectivités locales, le présent projet de loi propose le transfert au compte permanent des découverts du trésor de :

- ❑ l'excédent des recettes sur les dépenses du budget de la gestion 1999 soit un montant **126,061 milliards** de francs ;
- ❑ des profits de **0,465 milliard** de FCFA et des pertes de **98,706 milliards** sur les opérations des comptes spéciaux du Trésor ;
- ❑ des profits de **0,283 milliard** de FCFA et des pertes de **7,316 milliards** résultant de la gestion des opérations des comptes de trésorerie

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement, soumis à votre approbation.

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

PROJET DE LOI GESTION 1999
Created by PDFTiger

Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du
la loi dont la teneur suit :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Created by PDFTiger

**I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS
DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES :**

Unregistered Version

Article premier : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 1 de la n° 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se présente comme suit :

I.1 Budget de Fonctionnement

- RECETTES ENCAISSEES	535.751.840.617	F CFA
- DEPENSES ORDONNANCEES.....	309 264 520 668	F CFA
- Excédent des recettes sur les dépenses:	226 487 319 949	F CFA

I.2 Budget d'Equipement

- RECETTES ENCAISSEES.....	0	F CFA
- DEPENSES ORDONNANCEES.....	100 426.121.168.	FCFA
- Excédent des dépenses sur les recettes :.....	100.426.121.168	FCFA

Unregistered Version

I.3 Récapitulation

NATURE	RECETTES ENCAISSEES	DEPENSES ORDONNANCEES	RESULTAT
FONCTIONNEMENT	535.751.840.617	309 264 520 668	226 487 319 949
EQUIPEMENT		100 426 121 168	-100 426 121 168
BUDGET GENERAL	535.751.840.617	409 690 641 836	126 061 198 781

Created by PDFTiger

Unregistered Version

II. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT:

II.1 Résultat Budget général

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de Finances, l'excédent des recettes sur les dépenses est arrêté à la somme de Cent vingt six milliards soixante et un millions cent quatre vint dix huit mille sept cent quatre vingt et un francs (126 061 198 781)

II. 2 Constatation des pertes et profits dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor :

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de Finances, sont constatés des pertes d'un montant de Quatre vingt dix huit milliards sept cent six millions deux cent seize mille neuf cent quarante cinq francs CFA (98,706 216 945) dans l'exécution des Comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 1999, par application des articles 22 à 30 de la loi organique précitée.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article 37, alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de Finances, sont constatés des profits d'un montant de Quatre cent soixante quatre millions six cent cinquante cinq mille trois cent quatre vingt onze mille francs CFA (464 655 391) dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 1999, par application des articles 22 à 30 de la loi organique, précitée.

II.3 Constatation des pertes et profits dans l'exécution des comptes de trésorerie

Article 5 : Sont constatées, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique aux lois de Finances, des pertes de Sept milliards trois cent seize millions soixante dix neuf mille sept cent onze francs CFA (-7 316 079 711), résultant de l'exécution des opérations de trésorerie de la gestion 1999.

Article 6 : Sont constatés, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique aux lois de Finances, des profits de Deux cent quatre vingt trois millions six cent soixante quatre mille huit cent soixante treize francs CFA (283 664 873), résultant de l'exécution des opérations de trésorerie de la gestion 1998.

III. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 1999 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

III. 1 Budget général

Article 7 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant Loi Organique relative aux Lois de Finances, le transfert au Compte Permanent des découverts du Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses arrêté à la somme de Cent vingt six milliards soixante et un million, cent quatre vingt dix huit mille sept cent quatre vingt et un francs CFA (126 061 198 781).

III.2 Comptes spéciaux du Trésor

Article 8 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant Loi Organique relative aux Lois de Finances, le transfert au compte permanent des découverts du Trésor des pertes d'un montant de Quatre vingt dix huit milliards sept cent six millions deux cent seize mille deux cent quarante cinq francs CFA (98 706 216 945) constatés à l'article 5 de la présente loi.

Article 9 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant Loi Organique relative aux Lois de Finances, le transfert au compte permanent des découverts du Trésor des profits d'un montant de Quatre cent soixante quatre mille six cent cinquante cinq mille trois cent quatre vingt onze francs CFA (464 655 391), constatés à l'article 4 de la présente loi.

III.3 Comptes de trésorerie

Article 10 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant Loi Organique relative aux Lois de Finances, le transfert au compte permanent des découverts du trésor, des pertes d'un montant de Sept milliards trois cent seize millions soixante dix neuf mille sept cent onze francs CFA (-7 316 079 711), constatées à l'article 5 de la présente loi.

Article 11 : Est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 37 alinéa 2 de la Loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux Lois de Finances, le transfert au compte permanent des découverts du trésor des profits d'un montant de Deux cent quatre vingt trois millions six cent soixante quatre mille huit cent soixante treize francs CFA (283 664 873) constatés à l'article 6 de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

FAIT A DAKAR, LE

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

ANNEXES AU PROJET DE LOI
Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

ANNEXE 1

Created by PDFTiger
**SITUATION
Unregistered Version
DE L'EXECUTION
DES RECETTES
DU BUDGET GENERAL**

Created by PDFTiger
Unregistered Version

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS DE RECETTES	RECOUVREMENT
I .TITRE I : RECETTES FISCALES		
SECTION I : impôts directs		
Chapitre 012 : impôt sur le revenu	109 200 000 000	102 301 765 756
Dont impôt direct à imputer		
TOTAL SECTION I : Impôts directs	109 200 000 000	102 301 765 56
SECTION II : impôts indirects		
Chapitre 021 : droits de douane à l'importation dont droits de douane à imputer	166 000 000 000 0	184 131 162 092
Chapitre 023 : taxe spécifique sur la consommation Intérieure (dont pétrole)	49 000 000 000	31 673 135 873
Chapitre 024 : taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur Opérations bancaires	124 800 000 000	113 886 377 680
TOTAL SECTION II : Impôts indirects	339 800 000 000	329 690 675 645
SECTION III : Droit d'enregistrement de timbre et taxes pour services rendus		
Chapitre 031 : droit d'enregistrement	12 000 000 000	14 368 550 763
Chapitre 032 : droit de timbre	12 400 000 000	8 979 967 340
Chapitre 033 : taxes diverses pour services rendus	1 100 000 000	850 597 706
TOTAL SECTION III : enregistrement, timbres et taxes pour services rendus	25 500 000 000	24 199 115 809
TOTAL TITRE I : RECETTES FISCALES	474 500 000 000	456 191 557 210
TITRE II : RECETTES NON FISCALES		
SECTION I : Revenu du Domaine et des valeurs		
Chapitre 041 : revenu du domaine immobilier	600 000 000	1 225 306 245
Chapitre 042 : revenu du domaine forestier	500 000 000	1 027 474 063
Chapitre 043 : revenu du domaine maritime	7 900 000 000	8 253 449 408
Chapitre 044 : revenu du domaine mobilier	400 000 000	217 095 406
Chapitre 045 : revenu du portefeuille	64 000 000 000	65 249 395 662
Chapitre 046 : revenu du domaine minier	0	60 129 991
TOTAL SECTION I : Revenu domaine et valeurs	73 400 000 000	76 032 850 775
SECTION II : Recettes des services et produits divers		
Chapitre 052 : recettes diverses des services	100 000 000	24 707 628
Chapitre 053 : produit divers et accidentels	100 000 000	2 967 725 004
TOTAL SECTION II : Recettes Services et produits Divers	200 000 000	2 992 432 632

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS DE RECETTES	RECOUVREMENT
SECTION III : Contributions reversements, subventions		
Chapitre 066 Contribution et participation d'organismes privés et publics	2 000 000 000	535 000 000
TOTAL Contributions et participations financières	2 000 000 000	535 000 000
TOTAL TITRE II : RECETTES NON FISCALES	75 600 000 000	79 560 283 407
TOTAL RECETTES ORDINAIRES	550 100 000 000	535 751 840 617
TITRE III : RECETTES EXTRAORDINAIRES		
TOTAL RECETTES EXTRAORDINAIRES	0	0
TOTAL GENERAL DES RECETTES	550 100 000 000	535 751 840 617

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

Created by PDFTiger
Unregistered Version

ANNEXE II

Created by PDFTiger
Unregistered Version

**SITUATION
DE LIQUIDATION
DES DEPENSES
DU BUDGET
GENERAL**

Created by PDFTiger
Unregistered Version

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS	MODIFICA- TIONS	Loi de Finances Rectifica- tive	CREDITS DE LA GESTION	REGLEMENTS DE LA GESTION	DISPONIBLE OU DEPASSE- MENT
	1	2	3	4	5	6
TITRE 1 : POUVOIRS PUBLICS						
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
211 - PERSONNEL	1 142 809 000	0	0	1 142 809 000	1 127 114 656	15 694 344
212 - MATERIEL	1 981 495 000	1 953 944 650	0	3 935 439 650	3 605 681 683	329 757 967
213 - ENTRETIEN	134 036 000	45 000 000	0	179 036 000	179 028 486	7514
215 - DIVERSES	216 000 000	42 233 000	0	258 233 000	243 161 080	15 071 920
216 - SPECIALES	580 000 000	580 000 000	0	1 160 000 000	1 160 000 000	0
TOTAL	4 054 340 000	2 621 177 650	0	6 675 517 650	6 314 985 905	360 531 745
ASSEMBLEE NATIONALE						
221 - PERSONNEL	2 661 526 000	0	0	2 661 526 000	2 661 526 000	0
222 - MATERIEL	1 376 370 000	0	0	1 376 370 000	1 376 370 000	0
223 - ENTRETIEN	761 930 000	0	0	761 930 000	761 930 000	0
224 - TRANSFERT	96 800 000	0	0	96 800 000	96 800 000	0
225 - DIVERSES	442 200 000	0	0	442 200 000	442 200 000	0
TOTAL	5 338 826 000	0	0	5 338 826 000	5 338 826 000	0
CONSEIL ECONO- MIQUE & SOCIAL						
231 - PERSONNEL	82 772 000	0	0	82 772 000	84 927 765	-2 155 765
323 - MATERIEL	222 160 000	0	0	222 160 000	222 160 000	0
TOTAL	304 932 000	0	0	304 932 000	307 087 765	-2 155 765
CONSEIL CONSTITUTIONNEL						
251 - PERSONNEL	77 533 000	0	0	77 533 000	79 198 431	-1.665.431
252 - MATERIEL	35 403 000	6 000 000	0	41 403 000	41 269 604	133.396
TOTAL	112 936 000	6 000 000	0	118 936 000	120 468 035	-1 532. 035
CONSEIL D'ETAT						
261 PERSONNEL	234 444 000	0	0	234 444 000	193 755 030	40.688.970
262 MATERIEL	189 627 000	2 001 000	0	191 628 000	190 032 027	1.595.973
TOTAL	424 071 000	2 001 000	0	426 072 000	383 787 057	42.284 943
COUR DE CASSATION						
271 PERSONNEL	227 315 000	0	0	227 315 000	171 375 788	55 939 212
272 MATERIEL	78 765 000	0	0	78 765 000	67 951 936	4 813 064
TOTAL	306 080 000	0	0	306 080 000	239 327 724	60 752 276
TOTAL TITRE 1	10 535 185 000	2 629 178 650	0	13 164 363 650	12 704 482 486	459 881 164

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS	MODIFICA- TIONS	Loi de Finances Rectificative	CREDITS DE LA GESTION	REGLEMENTS DE LA GESTION	DISPONIBLE OU DEPASSE- MENT
	1	2	3	4	5	6
TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES						
SECTION 1						
ACTION						
ADMINISTRATIVE						
GENERALE						
PRIMATURE						
301 - PERSONNEL	758 052 000	0		758 052 000	774 920 702	-16 868 702
302 - MATERIEL	2 380 635 000	285 129 000		2 665 764 000	2 662 106 288	3 657 712
303 - ENTRETIEN	48 296 000	11 704 000		60 000 000	59 881 881	118 119
304 - TRANSFERT	368 848 000	125 176 000		494 024 000	480 373 519	13 650 481
305 - DIVERSES	421 954 000	21 000 000		442 954 000	442 918 758	35 242
TOTAL	3 977 785 000	443 009 000		4 420 794 000	4 420 201 148	592 852
MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES SENEGALAIS EXTERIEURS						
311 - PERSONNEL	5 552 080 000	0		5 552 080 000	5 744 005 598	-191 925 598
312 - MATERIEL	2 956 038 000	229 713 934		3 185 751 934	3 021 537 449	164 214 485
313 - ENTRETIEN	2 624 666 000	84 657 000		2 709 323 000	2 951 386 110	-242 063 110
314 - TRANSFERT	2 821 021 000	400 000 000		3 221 021 000	3 015 291 768	205 729 232
315 - DIVERSES	609 834 000	492 153 156		1 101 987 156	1 020 743 026	81 244 130
TOTAL	14 563 639 000	1 206 524 090		15 770 163 090	15 752 963 951	17 199 139
MINISTERE DES FORCES ARMEES						
321 - PERSONNEL	33 071 660 000	0		33 071 660 000	36 106 945 122	-3 035 285 122
322 - MATERIEL	7 455 352 000	3 032 000 000		10 487 352 000	10 461 928 254	25 423 746
323 - ENTRETIEN	376 003 000	-2 500 000 000	2 500 000 000	376 003 000	324 967 473	51 035 527
324 - TRANSFERT	84 988 000	0		84 988 000	84 988 000	0
TOTAL	40 983 003 000	532 000 000	2 500 000 000	44 021 093 000	46 978 828 849	-2 958 825 849
MINISTERE DE L'INTERIEUR						
331 - PERSONNEL	16 791 323 000	0		16 791 323 000	14 882 445 402	1 908 877 598
332 - MATERIEL	1 701 570 000	5 200 000		1 706 770 000	2 814 151 304	-52 999 304
334 - TRANSFERT	4 889 537 000	1 000 000 000		5 889 537 000	5 851 711 316	37 825 684
335 - DIVERSES	1 043 720 000	3 007 400 000		4 050 720 000	3 917 227 931	133 492 069
TOTAL	25 431 332 000	4 061 400 000		29 492 732 000	27 465 535 953	2 027 196 047

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	Loi de Finances rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 6
MINISTÈRE DE LA JUSTICE						
341 - PERSONNEL	4 569 556 000	0	0	4 569 556 000	4 663 030 701	-93 474 701
342 - MATERIEL	953 343 000	128 000 000	0	1 081 343 000	967 176 588	114 166 412
343 - ENTRETIEN	52 427 000	36 000 000	0	88 427 000	42 069 456	46 357 544
344 - TRANSFERT	33 938 000	0	0	33 938 000	11 869 128	22 068 872
345 - DIVERSES	355 153 000	-140 000 000	0	215 153 000	170 270 626	44 882 374
TOTAL	5 964 417 000	24 000 000	0	5 988 417 000	5 854 416 499	134 000 501
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI						
351 - PERSONNEL	346 880 000	0	0	346 880 000	395 803 459	-48 923 459
352 - MATERIEL	81 802 000	0	0	81 802 000	77 438 007	4 363 993
353 - ENTRETIEN	15 000 000	0	0	15 000 000	15 000 000	0
354 - TRANSFERT	0	0	0	0	0	0
TOTAL	443 682 000	0	0	443 682 000	488 241 466	-44 559 466
MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ÉTAT						
361 - PERSONNEL	457 044 000	0	0	457 044 000	454 479 510	2 564 490
362 - MATERIEL	196 793 000	55 000 000	0	251 793 000	191 049 835	60 743 165
363 - ENTRETIEN	4 325 000	0	0	4 325 000	4 108 750	216 250
364 - TRANSFERT	53 316 000	0	0	53 316 000	47 496 729	5 819 271
365 - DIVERSES	35 587 000	0	0	35 587 000	35 027 188	559 812
TOTAL	747 065 000	55 000 000	0	802 065 000	732 162 012	69 902 988
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION						
371 - PERSONNEL	169 405 000	0	0	169 405 000	187 231 804	-17 826 804
372 - MATERIEL	81 734 000	0	0	81 734 000	79 472 401	2 261 599
373 - ENTRETIEN	10 000 000	0	0	10 000 000	9 999 130	870
374 - TRANSFERT	296 370 000	0	0	296 370 000	296 370 000	0
TOTAL	557 509 000	0	0	557 509 000	573 073 335	-15 564 335
SOUS TOTAL SECTION 1	92 673 432 000	6 321 933 090	2 500 000 000	101 495 365 090	102 265 423 213	-770 058 123

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICA- TIONS 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSE- MENT 6
SECTION 2 ACTION ECONOMIQUE						
MINISTERE DE LA PECHE ET DES TRANSPORTS MARITIMES						
401 - PERSONNEL	608 631 000	0	0	608 631 000	498 326 975	110 304 025
402 - MATERIEL	58 642 000	0	0	58 642 000	56 800 006	1 841 994
403 - ENTRETIEN	3 174 000	0	0	3 174 000	2 437 773	736 227
404 - TRANSFERT	16 000 000	0	0	16 000 000	15 543 500	456 500
TOTAL	686 447 000	0	0	686 447 000	573 108 254	113 338 746
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS						
411 - PERSONNEL	541 614 000	0	0	541 614 000	574 103 934	-32 489 934
412 - MATERIEL	75 346 000	0	0	75 346 000	65 867 975	7 478 025
413 - ENTRETIEN	3 000 000	0	0	3 000 000	3 000 000	0
TOTAL	617 960 000	0	0	617 960 000	642 971 909	-25 011 909
MINISTERE DE L'AGRICULTURE						
421 - PERSONNEL	2 681 160 000	-93 808 000	0	2 587 352 000	2 976 401 005	- 389 049 005
422 - MATERIEL	194 231 000	-13 238 000	0	180 993 000	166 427 045	14 565 955
424 - TRANSFERT	2 748 415 000	203 953 000	500 000 000	3 452 368 000	3 250 367 661	202 000 339
TOTAL	5 623 806 000	96 907 000	500 000 000	6 220 713 000	6 393 195 711	-172 482 711
MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN						
431 - PERSONNEL	8 443 742 000	0	0	8 443 742 000	8 513 368 538	-69 626 538
432 - MATERIEL	2 377 499 000	279 000 000	0	2 656 499 000	2 515 846 262	140 652 738
435 - DIVERSES	1 226 919 000	-45 000 000	0	1 181 919 000	954 225 551	227 693 449
TOTAL	12 048 160 000	234 000 000	0	12 282 160 000	11 983 440 351	298 719 649

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICA- TIONS 2	Loi de Finances Rectificati- ve 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLE- MENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSE- MENT 6
MINISTERE DE L'ENERGIE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE						
441 - PERSONNEL	251 942 000	0	0	251 942 000	213 867 818	38 074 182
442 - MATERIEL	50 052 000	0	0	50 052 000	45 425 887	4 626 113
443 - ENTRETIEN	3 082 000	0	0	3 082 000	3 075 950	6 050
444 - TRANSFERT	23 584 000	0	0	23 584 000	23 584 000	0
TOTAL	328 660 000	0	0	328 660 000	285 953 655	42 706 345
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT						
451 - PERSONNEL	535 942 000	0	0	535 942 000	523 429 503	12 512 497
452 - MATERIEL	101 833 000	23 000 000	0	124 833 000	111 336 336	13 498 664
454 - TRANSFERT	239 616	264 376 384	0	264 616 000	264 616 000	0
TOTAL	638 016 616	287 376 384	0	925 393 000	899 381 839	26 011 161
MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT						
461 - PERSONNEL	609 085 000	0	0	609 085 000	715 854 985	-106 769 985
462 - MATERIEL	101 833 000	0	0	101 833 000	92 530 207	9 302 793
463 - ENTRETIEN	5 466 000	0	0	5 466 000	5 462 180	3 820
TOTAL	716 384 000	0	0	716 384 000	813 847 372	-97 463 372
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE						
471 - PERSONNEL	439 575 000	0	0	439 575 000	434 255 861	5 319 139
472 - MATERIEL	116 690 000	0	0	116 690 000	97 251 617	19 438 383
TOTAL	556 265 000	0	0	556 265 000	531 507 478	24 757 522
MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA TECHNOLOGIE						
481 - PERSONNEL	200 082 000	0	0	200 082 000	174 909 393	25 172 607
482 - MATERIEL	104 346 000	0	0	104 346 000	104 109 451	236 549
483 - ENTRETIEN	0	0	0	0	2 999 994	6
484 - TRANSFERT	389 664 000	25 000 000	0	414 664 000	414 664 000	0
TOTAL	697 092 000	25 000 000	0	722 092 000	696 682 838	25 409 162

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 6
MINISTERE DU TOURISME ET DU TRANSPORT AERIEN						
491 - PERSONNEL	293 394 000	0	0	293 394 000	214 208 434	79 185 566
492 - MATERIEL	66 213 000	0	0	66 213 000	59 125 281	7 087 719
494 - TRANSFERT	7 776 000	0	0	7 776 000	6 898 500	877 500
TOTAL	367 383 000	0	0	367 383 000	280 232 215	87 150 785
MINISTERE DE L'ELEVAGE						
511 - PERSONNEL	830 601 000	52 017 000	0	882 618 000	10 945 816	871 672 184
512 - MATERIEL	54 379 000	864 000	0	55 243 000	50 259 728	4 983 272
514 - TRANSFERT	-	86 000 000	0	86 000 000	85 547 450	452 550
TOTAL	884 980 000	138 881 000	500 000 000	1 023 861 000	146 752 994	877 108 006
SOUS TOTAL SECTION 2	23 166 153 000	72 154 881 000	0	23 447 318 000	23 247 074 616	1 200 243 384
SECTION 3 ACTION CULTURELLE ET SOCIALE						
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
501 - PERSONNEL	63 873 568 000	-86 554 000	0	63 787 014 000	65 702 968 113	-1 915 954 113
502 - MATERIEL	6 332 663 000	1 178 884 000	0	7 511 547 000	7 076 968 295	434 578 705
503 - ENTRETIEN	80 000 000	71 140 000	0	151 140 000	151 054 079	85 921
504 - TRANSFERT	22 026 793 000	251 360 000	850 000 000	23 128 153 000	23 007 423 200	120 729 800
TOTAL	92 313 024 000	1 414 830 000	850 000 000	94 577 854 000	95 938 413 687	-1 360 559 687
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS						
521 - PERSONNEL	2 206 096 000	0	0	2 206 096 000	1 878 198 339	327 897 661
522 - MATERIEL	1 237 935 000	523 000 000	0	1 760 935 000	1 666 582 906	94 352 094
523 - ENTRETIEN	43 489 000	0	0	43 489 000	43 230 250	258 750
524 - TRANSFERT	24 000 000	0	0	24 000 000	22 847 500	1 152 500
TOTAL	3 511 520 000	523 000 000	0	4 034 520 000	3 610 858 995	423 661 005
MINISTERE DE LA CULTURE						
531 - PERSONNEL	413 692 000	0	0	413 692 000	381 246 338	32 445 662
532 - MATERIEL	52 036 000	25 000 000	0	77 036 000	76 003 461	2 932 539
534 - TRANSFERT	334 999 000	33 971 000	0	378 970 000	665 491 214	5 478 786
535 - DIVERSES	78 176 000	0	0	78 176 000	78 164 360	11 640
TOTAL	1 180 803 000	60 971 000	0	1 241 774 000	1 200 905 373	40 868 627

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	Loi de Finances Rectificative 3	CREDITS DE LA GESTION 4	REGLEMENTS DE LA GESTION 5	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 6
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE						
541 - PERSONNEL	11 580 528 000	0	0	11 580 528 000	9 092 566 140	2 487 961 860
542 - MATERIEL	7 063 815 000	0	0	7 063 815 000	6 719 595 778	344 219 222
543 - ENTRETIEN	500 000 000	0	0	500 000 000	499 999 336	664
544 - TRANSFERT	1 519 057 000	0	0	1 519 057 000	1 460 034 185	59 022 815
TOTAL	20 663 400 000	0	0	20 663 400 000	17 772 195 439	2 891 204 561
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE						
561 - PERSONNEL	1 655 057 000	0	0	1 655 057 000	1 598 415 335	56 641 665
562 - MATERIEL	70 593 000	0	0	70 593 000	61 296 764	9 296 236
TOTAL	1 725 650 000	0	0	1 725 650 000	1 659 712 099	65 937 901
MINISTERE DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE						
571 - PERSONNEL	1 046 990 000	128 345 000	0	1 175 335 000	631 482 043	543 855 957
572 - MATERIEL	184 020 000	9 125 000	0	193 145 000	178 942 282	14 160 718
574 - TRANSFERT	130 000 000	16 135 000	0	146 135 000	145 874 949	260 051
TOTAL	1 361 014 000	153 562 000	0	1 514 576 000	956 299 274	558 276 726
MINISTERE DE LA VILLE						
571 -PERSONNEL	0	21 566 554	0	21 566 554	21 566 554	0
572 - MATERIEL	0	0	0	0	0	0
574 - RANSFERT	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	21 566 554	0	21 566 554	21 566 554	0
SOUS TOTAL SECTION 3	120 755 411 000	2 173 929 554	850 000 000	123 779 340 554	121 159 951 421	2 619 389 133
SECTION4 DEPENSES COMMUNES						
601 - PERSONNEL	7 645 899 000	0	0	7 645 899 000	5 352 363 561	2 293 535 439
602 - MATERIEL	1 269 638 000	2 721 000 000	0	3 990 638 000	3 874 623 545	116 014 455
603 - ENTRETIEN	750 000 000	135 000 000	0	885 000 000	875 535 644	9 464 356
604 -TRANSFERT	202 157 000 000	-1 380 700 000	0	200 776 300 000	9 949 999 984	190 826 300 016
605 - DIVERSES	30 108 225 000	-12 320 882 740	16 150 000 000	33 937 342 260	29 835 066 198	4 102 276 062
SOUS TOTAL SECTION 4	241 930 762 000	-10 845 582 740	16 150 000 000	247 235 179 260	49 887 588 932	197 347 590 328
TOTAL TITRE 2	478 524 718 516	-1 567 555 712	20 000 000 000	476 957 202 504	296 560 038 182	200 397 164 722
TOTAL	489 059 943 616	1 061 622 938	20 000 000 000	510 121 566 554	309 264 520 668	200 857 045 886

Created by PDF**Tiger**

Unregistered Version

	1	2	3	4	5	6
PERSONNEL 1	170 000 000 000	21 566 554	0	170 021 566 554	167 035 238 653	2 986 327 901
MATERIEL 2	40 201 936 000	10 492 780 584	0	50 694 716 584	48 797 318 202	1 897 398 382
ENTRETIEN 3	5 417 894 000	-2 116 499 000	2 500 000 000	5 801 395 000	5 935 166 492	-133 771 492
TRANSFERT 4	238 322 345 616	1 027 271 384	1 350 000 000	240 699 617 000	49 197 792 603	191 501 824 397
DIVERS 5	34 537 768 000	-8 943 496 584	16 150 000 000	41 744 271 416	37 139 004 718	4 605 266 698
SPECIALES 6	580 000 000	580 000 000	0	1 160 000 000	1 160 000 000	0
TOTAL	489 059 943 616	1.061.622.988	20 000 000 000	510 121 566 554	309 .264.520.668	200 857 045 886

Created by PDF**Tiger**

Unregistered Version

Created by PDF**Tiger**

Unregistered Version

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES BUDGETAIRES (Investissement) Année 1999**BUDGET 2****ALINEA 1**

CHAPITRE	LOI DE FINANCE INITIALE	MODIFICATION	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	DOTATION NETTE	REGLEMENTS	DISPONIBLE
TOTAL 804	570 000 000	30 027 702		600 027 702	599 067 701	960 001
TOTAL 806	264 000 000	171 137 480		434 137 480	203 037 015	231 100 465
TOTAL 807	1 326 000 000	162 976 083		1 488 976 083	939 442 213	549 533 870
TOTAL 809	599 000 000	317 273 881		916 273 881	586 105 718	330 168 163
TOTAL 80	2 759 000 000	680 415 146	0	3 439 415 146	2 327 652 647	1 111 762 499
TOTAL 811	60 000 000	40 000 000		100 000 000	0	100 000 000
TOTAL 812	1 303 000 000	2 487 943 590	6 860 000 000	10 650 943 590	3 676 850 280	6 974 093 310
TOTAL 815	103 000 000	300 000 000	1 700 000 000	2 103 000 000	1 802 687 540	300 312 460
TOTAL 81	1 466 000 000	2 827 943 590	8 560 000 000	12 853 943 590	5 479 537 820	7 374 405 770
TOTAL 821	11 370 000 000	1 439 421 107	2 500 000 000	15 309 421 407	14 504 171 879	805 249 528
TOTAL 822	1 325 000 000	35 963 625		1 360 963 625	855 245 181	505 718 444
TOTAL 823	265 000 000	48 950 183		313 950 183	239 026 187	74 923 996
TOTAL 824	4 000 000 000	699 000 000		4 699 000 000	2 239 658 816	2 459 341 184
TOTAL 82	16 960 000 000	2 223 334 915	2 500 000 000	21 683 335 215	17 838 102 063	3 845 233 152
TOTAL 837	3 710 000 000	9 361 860 887	7 117 000 000	15 048 760 887	11 760 293 905	3 288 486 982
TOTAL 838	1 799 000 000	1 146 198 675	300 000 000	3 425 198 675	2 749 398 486	495 800 189
TOTAL 839	1 000 000 000			1 000 000 000	272 015 000	727 985 000
TOTAL 83	6 509 000 000	5 907 979 561	7 777 000 000	19 293 975 562	14 781 707 391	4 512 272 171
TOTAL 841	14 995 000 000	6 422 248 884	14 581 000 000	35 998 248 884	16 977 895 905	19 020 352 979
TOTAL 842	760 000 000	800 000 000	800 000 000	2 360 000 000	1 494 858 125	865 141 875
TOTAL 845	100 000 000			100 000 000	100 000 000	0
TOTAL 84	15 855 000 000	7 222 248 884	15 381 000 000	38 458 248 884	18 572 754 030	19 885 494 854
TOTAL 851	5 065 000 000	6 564 158 863		11 629 158 863	5 328 015 141	6 301 143 722
TOTAL 852	929 000 000	3 993 663 342		4 922 663 342	2 693 815 364	2 228 847 978
TOTAL 853	1 385 000 000	1 032 951 402		2 417 951 402	1 303 262 297	1 114 689 105
TOTAL 854	1 880 000 000	170 050 503		2 050 050 503	1 205 419 471	844 631 032
TOTAL 855	1 145 000 000	1 154 304 349		2 299 304 349	1 756 376 589	542 927 760
TOTAL 856	260 000 000	360 557 019		620 557 019	405 432 553	215 124 466
TOTAL 857	2 140 000 000	1 809 632 503	3 079 000 000	7 028 632 503	3 642 049 026	3 386 583 477
TOTAL 858	30 000 000			30 000 000	4 000 000	26 000 000
TOTAL 85	12 834 000 000	15 085 317 981	3 079 000 000	30 998 317 981	16 338 370 441	14 659 947 540
TOTAL 861	1 682 000 000	-744 850 087		937 149 913	638 760 464	298 389 449
TOTAL 862	9 448 000 000	1 710 701 472	2 533 000 000	13 691 701 472	14 985 483 546	-1 293 782 074
TOTAL 863	5 620 000 000	787 708 342		6 407 708 342	5 140 379 989	1 267 323 353
TOTAL 864	262 000 000	151 212 567		413 212 567	56 926 567	364 194 700
TOTAL 867	2 105 000 000	1 689 170 626		3 794 170 626	1 867 178 860	1 926 991 766
TOTAL 86	19 117 000 000	3 601 851 620	2 533 000 000	25 251 851 620	22 688 729 426	2 563 122 194
TOTAL 872	5 060 000 000	90 000 000		5 150 000 000	2 399 267 350	2 160 732 650
TOTAL ALINEA				156 539 091 998	100 426 121 168	56 112 970 830
TOTAL BUDGET	80 560 000 000	36 149 091 698	39 830 000 000	156 539 091 998	100 426 121 168	56 112 970 830

Created by PDFTiger
Unregistered Version

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES

Created by PDFTiger

COMPTES SPECIAUX
Unregistered Version

DU TRESOR ET DES COMPTES DE TRESORERIE

Created by PDFTiger
Unregistered Version

**SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1999**

N° DE COMPTE.	NOMENCLATURE	RECETTES	DEPENSES	SOLDE DEBITEUR SOLDE CREDITEUR
	PREMIERE SECTION			
	COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
910.01	Fonds National de retraite	9 933 508 757	84 795 546 052	-4 802 037 295
910.03	Frais de contrôle des Organismes d'Assurances	432 593 739	431 546 956	s1 046 783
910.04	Caisse d'Encouragement à la Pêche	916 313 359	744 876 023	171 437 336
910.05	Fonds de hydraulique	350 000 000	349 903 208	96 792
910.06	Frais de contrôle des Entreprises Publiques	344 829 506	165 758 710	179 070 796
910.07	Caisse Autonome d'Amortissement	30 911 697 733	130 082 570 169	-99 170 872 436
910.08	Fonds national Forestier	700 000 000	698 830 213	1 169 787
910.09	Fonds protection environnement	116 000 000	115 001 458	998 542
910.10	Fonds pastoral	153 939 406	114 808 548	39 130 858
910.11	Services Rétribués Personnel de sécurité	45 000 000	44 369 034	630 966
910.12	Participation lutte contre incendie	229 301 813	202 978 064	26 323 749
910.13	Services rétribués Sapeurs Pompiers	10 000 000	9 857 953	142 047
910.14	Services rétribués DTAI	57 938 335	13 330 600	44 607 735
	Sous Total	64 251 122 645	157 769 376 988	-103 508 254 340
	DEUXIEME SECTION			
	COMPTES DE COMMERCE			
911.02	Opération des Armées	8 585 263	8 327 190	258 073
	Sous Total	8 585 263	8 327 190	258 073
	TROISIEME SECTION			
	COMPTES DE REGLEMENT AVEC LES GOUVERNEMENTS ETRANGERS			
912.010	Règlement Sénégal p/c France	1 807 545 315	1 807 545 315	0
912.010	Règlement France p/c Sénégal	19 468 475	19 468 475	
912.010	Règlements réciproques	1 610 466 358	1 807 325 044	-196 858 686
	Sous Total	3 437 480 148	3 634 338 834	-196 858 686
	QUATRIEME SECTION			
	COMPTES DES PRETS			
914.03	Prêts à divers organismes et particuliers	1 140 580 209	967 097 750	173 482 459
	Sous Total	1 140 580 209	967 097 750	173 482 459
	CINQUIEME SECTION			
	COMPTES D'AVANCES			
915.00	Avances aux établissements publics			
915.02	Avance 1 an organismes et particuliers	1 565 794 835	1 852 416 334	-286 621 499
915.03	Avance 2 ans organismes et particuliers	1 651 855 984	1 843 483 889	-191 627 905
	Sous Total	3 217 650 819	3 695 900 223	-478 249 404
	SIXIEME SECTION			
	COMPTES DE GARANTIE ET D'AVALS			
916.01	Comptes de garantie et d'aval		400 000 000	-400 000 000
	TOTAL GENERAL	62 065 419 087	166 475 040 985	-104 409 621 898

DEVELOPPEMENT DU COMPTE PERTES ET PROFITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE 1999

DEVELOPPEMENT DU COMPTE PERTES ET PROFITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE 1999				
COMPTES D'ORIGINE DES OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
47103 Remise aux débiteurs de timbres	17 966 818	0	-17 966 818	
47141 Intérêts sur dépôt particulier	1 515 647 116	0	-1 515 647 116	
4720 Frais de poursuite	124 132 515	45 761 315		78 371 200
47140 Intérêts sur C/C	132 545 509	0	-132 545 509	
47143 Intérêt valeur trésor	24 976 839	0	-24 976 839	
47145 Frais de comptes	109 340 170	0	-109 340 170	
47146 Commission	7 842 412	5 636 761		2 205 651
47147 Frais divers	3 906 747	3 059 489		847 258
44001888 Assemblée Nationale	541 712 000	0	-541 712 000	
44001930 Ministère de la Communication	133 565 452	0	-133 565 452	
44001953 Elections sénégalaises	139 335 000	0	-139 335 000	
44001968 Sétit	911 000 000	0	-911 000 000	
440011012 Direction Protection civile	599 776 173	0	-599 776 173	
44001364 Centre Comptable des Armées	179 265 568	0	-179 265 568	
430050 UCAL	780 000 000	0	-1 780 000 000	
430065COUL	400 000 000	0	-400 000 000	
430081CROU	50 000 000	0	-50 000 000	
4400143 Fonds d'équipement Douane	440 899 200	0	-440 899 200	
4405860 Liquidation CRSP	0	283 664 873		283 664 873
440 Divers comptes de dépôts	258 727 657	0	-258 727 657	
TOTAL GENERAL	7 370 537 276	338 122 438	-7 032 414 838	283 664 873
SOLDE NET			-7 032 414 838	